

Science, pouvoir et démocratie : Une question récurrente, mouvante, lancinante et plus que jamais d'actualité

Benjamin Dessus
Global Chance

Il y a 18 ans déjà, le premier numéro des Cahiers de Global Chance faisait une large place au débat qui avait éclaté au moment de la conférence de Rio autour de « l'Appel d'Heidelberg » en prenant publiquement le contre-pied des positions défendues dans cet appel, signé en particulier par de nombreux prix Nobel des sciences dures, et en publiant un « appel à la raison pour une solidarité planétaire ».

Souvenons nous: En 1992, 4000 scientifiques publient à la veille du sommet de Rio cet appel de Heidelberg (voir page) qui s'attaque à « une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et nuit au développement économique et social ». Au nom de la « rationalité scientifique » et du « progrès » l'appel met en cause l'émergence d'un regard critique sur l'évolution du monde et des sociétés. Cette rationalité de nature supérieure s'oppose à des « préjugés irrationnels » au rang desquels on peut ranger pêle-mêle l'éthique, les valeurs, etc.

En réponse à cet appel, Global Chance et le Groupe de Vézelay répliquent par un « Appel à la raison pour une solidarité planétaire » (voir p 7) signé très rapidement par 218 personnalités du monde scientifique, mais aussi de la presse, des associations, de l'administration et du monde politique. « Au nom de la raison, souligne cet appel, nous refusons autant l'irrationalité écologique qu'ils condamnent (les signataires de l'appel d'Heidelberg) que l'intégrisme scientifique qu'ils proposent et affirmons au contraire la nécessité de prendre en compte l'ensemble des critères culturels, éthiques, scientifiques et esthétiques pour engager le monde dans la voie d'un développement équitable et durable ».

Deux conceptions de la rationalité s'affrontent donc à cette occasion :

- La revendication d'une rationalité supérieure voire unique réservée à la « science » dans la tradition d'Auguste Comte avec ses conséquences en terme de

« progrès » des sociétés par la technique et la maîtrise de la nature au service de l'homme.

- La reconnaissance de rationalités équivalentes à d'autres domaines que la science et la technique pour contribuer à la « Raison » indispensable à un développement équitable de l'humanité et au respect des grands équilibres de la planète.

Deux conceptions bien distinctes aussi des relations de la science et de la cité :

- Pour les auteurs de l'appel d'Heidelberg, et dans la continuité du productivisme triomphant, le concept d'une science désincarnée dictant ses lois incontournables à une société reconnaissante, avec pour grands prêtres « une communauté scientifique » qui n'aurait de comptes à rendre à personne puisqu'elle représenterait à elle seule la « Raison ».
- Pour leurs contradicteurs, la reconnaissance de la pluralité des savoirs, des valeurs et des critères, l'affirmation de la nécessité d'une confrontation, d'une alliance, d'une fertilisation croisée de la science et de la société, à la fois comme source et finalité de l'idéal démocratique.

Quelques années plus tard, en 1996, AITEC¹, Forum Plutonium, Global Chance et 4D² organisaient un colloque « Science, pouvoir et démocratie », en hommage à Martine Barrère, organisé au Sénat, et dont rend compte le n° 13 d'Archimède et Léonard³, la revue de l'AITEC. Il s'ouvrait sur un constat inquiétant : « Sang contaminé, manipulations génétiques, vache folle, amiante... autant de crises qui se succèdent, ne se règlent pas ou mal, ou en tout cas dans la confusion. Tchernobyl a explosé, Superphénix est toujours là, les déchets s'entassent, le plutonium se promène... Les citoyens commencent à douter de tout : à leurs yeux, les politiques sont menteurs, la science, après avoir été adorée, est bien près - souvent par la faute des scientifiques eux mêmes- d'être rejetée en bloc. »... « Dans le domaine de la Science comme dans

1 - Association internationale de techniciens, experts et chercheurs

2 - Association Dossiers et débats pour le développement durable

3 - Archimède et Léonard, Hors série n° 13 Hiver 97-98 Les carnets de l'association internationale de techniciens, experts et chercheurs

bien d'autres, le pouvoir s'exerce sans partage ni contre-poids, en marge du débat démocratique. La complexité des questions en jeu fournit de fait un alibi aux experts pour écarter du débat public les décisions essentielles ».

Ce colloque fut d'abord l'occasion de mettre en évidence la légitimation par la science de la réalité économique et sociale et ses conséquences : « *ce qui l'emporte aujourd'hui dans la production du savoir, ce n'est plus l'émancipation et la liberté, mais bien l'imbrication entre science et pouvoir.* D'où l'insistance sur la nécessité de recherche d'autonomie, d'espaces de liberté, de marges de manœuvre, et sur l'urgence d'un contrôle démocratique de la technoscience.

L'occasion aussi d'aborder la question de l'indépendance de l'expertise avec des propositions innovantes « *en organisant la pluralité des compétences scientifiques et en mettant en œuvre une expertise non confidentielle, non pas publique mais contradictoire, en déployant l'expertise en tant que plaidoirie, pour permettre de convoquer l'état des connaissances* ». La description du mode de fonctionnement des « conférences de consensus » danoises, encore peu connues en France, soulève de l'intérêt auprès des participants. De même émerge déjà clairement du débat, l'idée que dans une société de plus en plus fermée et de moins en moins prête à supporter la remise en question, la liberté passe par le droit à la dissidence et à la subversion.

Quinze ans plus tard, où en sommes nous de ces questions ?

Tout d'abord il se développe dans la société un doute croissant sur les acquis scientifiques et leurs conséquences, en particulier sur les questions d'environnement et de santé qui sont complexes et très interdisciplinaires.

La communauté scientifique elle-même entretient des controverses parfaitement naturelles sur ces sujets complexes avec deux conséquences opposées :

La première est l'émergence du *principe de précaution*. La prise de conscience du décalage entre le rythme d'acquisition des connaissances par la science (en particulier en termes de d'épidémiologie ou de climat) conduit le législateur, *en attendant d'en savoir plus*, à prendre quelques précautions et engager des études et des recherches pour lever les doutes.

La seconde, qui tient à la sensibilité des citoyens aux sujets en cause, est la forte médiatisation de ces controverses qui sèment le doute dans l'esprit de citoyens, souvent ballottés au rythme d'annonces contradictoires.

Autre fait marquant de ces 15 dernières années, le triomphe des « sciences économiques » auprès des décideurs politiques et économiques. Les économistes néolibéraux ont en effet réussi à imposer au monde une vision de l'économie comme science exacte au même titre que les sciences de la nature, avec des « lois » présentées comme aussi intangibles que l'attraction newtonienne, avec, là aussi, deux conséquences :

La prégnance de l'économie ainsi renforcée par des lois supposées intangibles diminue encore l'espace du politique et du débat citoyen.

Mais, dans le même temps, le caractère relatif inhérent à ces « lois économiques » que la dernière crise économique et sociale a amplement montré, rejaillit négativement sur l'ensemble des connaissances scientifiques, rejetées, par mimétisme, dans le domaine du relatif.

Bien évidemment, dans ce contexte d'inquiétude et de suspicion des citoyens devant la science, la montée d'un discours de « négation » de faits scientifiques jusque-là considérés comme acquis par l'immense majorité de la communauté scientifique et d'impostures diverses associé à une peopolisation imprudente et parfois perverse par certains médias de ces négateurs et imposteurs n'a pas manqué d'avoir un retentissement public important.

C'est d'ailleurs parce que nous étions conscients des risques que pouvaient entraîner pour la démocratie de telles attitudes et de telles pratiques, que plusieurs d'entre nous avaient été amenés à publier dès juin 2009 une mise en garde argumentée à nos gouvernants et à l'ensemble des citoyens devant le risque de dérives que pourrait entraîner la nomination de Claude Allègre au poste de ministre de la recherche comme il en était question à cette époque (voir page 8). Claude Allègre a choisi d'assigner en diffamation les auteurs de cette tribune et l'hebdomadaire Politis qui l'a publiée.

Malgré ces reculs démocratiques inquiétants, on constate quelques signes d'évolution positive depuis quinze ans : l'institution d'une Commission Nationale du Débat Public, qui se saisit des projets nationaux d'investissements d'ampleur suffisante (aéroports, centrales électriques, lignes à haute tension, etc.) mais aussi de questions à caractère générique (par exemple les déchets nucléaires) avec des règles écrites d'organisation des débats, la tenue de quelques conférences de citoyens sur des sujets comme les OGM ou le réchauffement climatique, et un foisonnement de créations d'agences et de comités, aux contours et aux fonctions diverses, en particulier sur les sujets liés à la santé et à l'environnement. Sans compter l'émergence du concept de « lanceur d'alerte » et les nombreuses initiatives de désobéissance civile ou de boycott qui ont permis de porter sur les scènes médiatique et juridique des causes restées jusque là confidentielles, enfin, l'explosion d'Internet.

C'est pourquoi, nous avons souhaité avec AITEC, la Fondation Sciences citoyennes et Politis, nous donner l'occasion de réfléchir en commun à l'évolution de cette question des relations science et démocratie en organisant le 20 novembre dernier un colloque intitulé « La science face à la démocratie ».

On trouvera ci-dessous les actes de ce colloque organisé en trois tables rondes :

« Qui dit la vérité ? », puis « Médiatisation de la science et décision politique » et enfin « la science face à la démocratie ».

Le compte rendu qui suit reprend l'essentiel des interventions faites par les orateurs (ou les textes qu'ils avaient préparé pour cette occasion) et les animateurs de chaque table ronde, et présente de façon synthétique les débats qui ont suivi ces différents exposés.

Appel de Heidelberg

Nous soussignés, membres de la communauté scientifique et intellectuelle internationale, partageons les objectifs du Sommet de la Terre qui se tiendra à Rio de Janeiro sous les auspices des Nations Unies et adhérons aux principes de la présente déclaration.

Nous exprimons la volonté de contribuer pleinement à la préservation de notre héritage commun, la Terre. Toutefois, nous nous inquiétons d'assister, à l'aube du XXI^e siècle, à l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et nuit au développement économique et social.

Nous affirmons que l'état de nature, parfois idéalisé par des mouvements qui ont tendance à se référer au passé, n'existe pas et n'a probablement jamais existé depuis l'apparition de l'homme dans la biosphère, dans la mesure où l'humanité a toujours progressé en mettant la nature à son service, et non l'inverse.

Nous adhérons totalement aux objectifs d'une écologie scientifique axée sur la prise en compte, le contrôle et la préservation des ressources naturelles. Toutefois, nous demandons formellement par le présent appel que cette prise en compte, ce contrôle et cette préservation soient fondés sur des critères scientifiques et non sur des préjugés irrationnels.

Nous soulignons que nombre d'activités humaines essentielles nécessitent la manipulation de substances dangereuses ou s'exercent à proximité de ces substances, et que le progrès et le développement reposent depuis toujours sur une maîtrise grandissante de ces éléments hostiles, pour le bien de l'humanité. Nous considérons par conséquent que l'écologie scientifique n'est rien d'autre que le prolongement de ce progrès constant vers des conditions de vie meilleures pour les générations futures.

Notre intention est d'affirmer la responsabilité et les devoirs de la science envers la société dans son ensemble.

Cependant, nous mettons en garde les autorités responsables du destin de notre planète contre toute décision qui s'appuierait sur des arguments pseudo-scientifiques ou des données fausses ou inappropriées.

Nous attirons l'attention de tous sur l'absolue nécessité d'aider les pays pauvres à atteindre un niveau de développement durable et en harmonie avec celui du reste de la planète, de les protéger contre les nuisances provenant des nations développées, et d'éviter de les enfermer dans un réseau d'obligations irréalistes qui compromettrait à la fois leur indépendance et leur dignité. Les plus grands maux qui menacent notre planète sont l'ignorance et l'oppression, et non pas la science, la technologie et l'industrie, dont les instruments, dans la mesure où ils sont gérés de façon adéquate, sont des outils indispensables qui permettront à l'humanité de venir à bout par elle-même et pour elle-même, de fléaux tels que la surpopulation, la faim et les pandémies.

Cet appel, lancé d'abord en France, a été signé par plus de 4 000 membres de la communauté scientifique, dont 72 prix Nobel.

Parmi les signataires français, d'éminentes personnalités des sciences « dures » comme Henri Atlan, François Gros, P Gilles Degennes, Jean Marie Lehn ou Louis Neel, mais aussi Marc Augé, Françoise Héritier-Augé, Hervé Lebras ou Pierre Bourdieu...

Appel a la raison pour une solidarité planétaire

Scientifiques et intellectuels impliqués dans la réflexion et l'action pour un développement durable, nous nous élevons tout autant contre les comportements d'extrémisme écologique qui sacrifient l'homme à la nature que contre les comportements d'impérialisme scientifique qui prétendent sauver l'humanité par la science seule.

La démarche des scientifiques qui ont publié, à la veille du sommet de Rio, une déclaration connue sous le nom « d'Appel de Heidelberg », relève de cette seconde approche. Le message est clair : faisons pleine confiance à la science et à l'industrie pour résoudre l'ensemble des problèmes, évitons de les brider. En attaquant « une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et qui nuit au développement économique et social », les signataires jettent indistinctement la suspicion sur tous ceux qui s'interrogent sur le progrès technique et ses conséquences.

Au nom de la raison, nous refusons autant l'irrationalité écologique qu'ils condamnent que l'intégrisme scientifique qu'ils proposent. Nous affirmons au contraire la nécessité de prendre pleinement en compte l'ensemble des critères culturels, éthiques, scientifiques et esthétiques pour engager le monde dans la voie d'un développement équitable et durable.

La démarche scientifique a largement contribué à attirer l'attention sur les menaces globales pour

l'environnement auxquelles l'humanité se trouve confrontée et à la prise de conscience des indispensables solidarités à développer pour les surmonter.

Mais aujourd'hui l'urgence est à l'action ; les techniques qui permettraient un développement plus juste et respectueux de l'environnement, à commencer par la réduction des gaspillages d'énergie et de matières premières par le Nord, existent pour la plupart. Il faut les adopter. D'autres sont à inventer.

Les percées scientifiques et techniques sont certes nécessaires. Mais ce dont l'humanité a le plus urgent besoin, c'est bien d'une volonté de solidarité planétaire au service de quelques objectifs clairs : faire reculer la pauvreté dans le monde et promouvoir un développement diversifié et durable des sociétés humaines dans le respect de l'environnement.

C'est ainsi que le progrès technique, démocratiquement débattu et maîtrisé, permettra à l'humanité de faire face aux menaces globales que les scientifiques ont mis en évidence en cette fin de siècle.

Global Chance, Groupe de Vézelay le 12 juin 1992

Parmi les premiers signataires : JY Barrère, Benjamin Dessus, Jean Labrousse, Gustave Massiah, Jacques Testart, tous signataires de la tribune « Allègre question d'éthique ».

TRIBUNE Neuf personnalités du monde économique et scientifique nous rappellent certains épisodes oubliés de la carrière de celui qui est une nouvelle fois pressenti pour entrer au gouvernement de François Fillon. Édifiant !

Claude Allègre : question d'éthique

Les rumeurs sur la nomination de Claude Allègre à un poste éminent par Nicolas Sarkozy, ministériel ou non, ont suscité de nombreuses réticences de la part de membres de la communauté scientifique, du monde associatif, du monde de l'éducation, voire de personnalités politiques de divers bords. Lui sont reprochés non seulement ses jugements à l'emporte-pièce sur des sujets hors de sa compétence scientifique ou ses erreurs de diagnostic dans sa propre sphère de compétence, mais aussi le caractère excessif de ses propos. L'académicien affiche à l'envi une personnalité provocatrice, et réussit ainsi à se parer auprès du public d'une sorte d'aura d'anti-« langue de bois », du « parler vrai », de « sagesse populaire ». Ses livres sont lus, ses propos commentés par les médias ; bref, il fait recette auprès du grand public. Et cela est probablement la principale raison de la faveur du Prince. Qu'importe alors qu'il nie le rôle des activités humaines dans le changement climatique ou l'intérêt de désamianter Jussieu : l'essentiel n'est pas d'avoir raison et d'agir en conséquence, mais de provoquer.

Il y a cependant plus grave. Car derrière ce caractère volontiers provocant, derrière ces affirmations qui choquent la grande majorité de la communauté scientifique, il y a aussi un problème de respect de la déontologie la plus commune, comme en témoigne l'affaire de la Soufrière, aujourd'hui bien oubliée, mais premier témoin des dérives dangereuses du personnage.

Le 8 juillet 1976, le volcan de la Soufrière, à la Guadeloupe, entre en éruption : dans les jours qui suivent, une partie des populations de Saint-Claude et de Basse-Terre fuient spontanément dans la plus totale improvisation avant que, le 15 août, les autorités décident l'évacuation totale. Deux thèses s'opposaient en effet, celle d'Haroun Tazieff, alors chargé de la volcanologie à l'Institut de physique du globe (IPG), considérant que la nature phréatique de l'éruption excluait tout danger immédiat, et celle de Claude Allègre, considérant que l'on pouvait reconnaître dans les premières manifestations du volcan les prémices d'une



Derrière des affirmations qui choquent la majorité des scientifiques, il y a aussi un problème de respect de la déontologie la plus commune. GUILLOT/AFP

éruption magmatique imminente justifiant pleinement une évacuation immédiate et massive. *France Antilles* titrait le jour de l'évacuation : « Nous courons à la catastrophe » et ajoutait : « On envisage une explosion équivalente à celle de plusieurs bombes atomiques... » De quoi effectivement interpeller les autorités (voir « Imbroglie scientifico-politique à la Soufrière », une analyse de Martine Barrère parue dans *la Recherche* de janvier 1977). Une querelle d'experts, comme c'est bien souvent le cas, tranchée avec raison par les pouvoirs publics dans le sens du principe de précaution, bien avant son invention. À l'appui des dires des uns et des autres, des relevés sismiques, des observations locales, des analyses chimiques de gaz, des analyses d'échantillons de retombées, des

enregistrements. Pierre de touche de la polémique, la présence ou non de « verre frais » dans les cendres de l'éruption, marqueur d'un épisode magmatique extrêmement dangereux. Et là, on apprend, à l'audience d'un procès qui oppose Allègre à Tazieff en 1991, que « plusieurs témoins entendus ont affirmé que, dès le début septembre, Claude Allègre a su qu'il n'y avait pas de verre frais dans les prélèvements et que les éruptions constatées étaient de nature phréatique. Il aurait interdit aux témoins de le dire (témoignages de Rose-Marie Chevrier, François Le Guern et Danielle Dajlevic), parce que le maintien de l'état d'urgence était plus favorable à l'octroi de crédits pour l'université (témoignage Le Guern) ».

Dans une interview au *Figaro* du 18 juillet 1990, Mme Chevrier ajoute :

« Le 19 août, M. Allègre nous a dit que nous nous étions trompés, il n'y avait pas de verre frais, et il nous a interdit de le révéler. » Léon Steinmetz, en charge de la direction scientifique de l'équipe guadeloupéenne du 29 septembre au 2 décembre 1976, s'en est ouvert également quelques jours avant sa mort à l'un d'entre nous... Et ce n'est qu'à partir du 27 octobre que les premiers habitants sont très progressivement autorisés à rentrer chez eux. En 1981, un jeune chercheur de l'IPG,

dont Claude Allègre est le directeur, s'insurge contre une falsification, la construction d'une courbe sur des points prétendus expérimentaux dont les chiffres ne pouvaient pas être

obtenus avec le matériel de l'IPG. De même, en 1981, M. P. Le Fort, géologue de Nancy, proteste auprès de la revue *Nature* contre une courbe qu'il considère comme « fabriquée » par Claude Allègre.

Certes, ces témoignages ne constituent pas des preuves irréfutables. Reste qu'il est pour le moins surprenant que le parcours scientifique de Claude Allègre soit régulièrement balisé par de telles affaires, très rares dans la communauté scientifique, dans lesquelles le domaine de l'erreur ou de la vérité scientifique côtoie de près celui, beaucoup plus glauque, de la manipulation.

Avant de nommer Claude Allègre à de hautes fonctions liées à la science, on voudrait se persuader que le président de la République n'a aucune crainte de voir son poulain verser à nouveau dans de semblables dérives...

—Geneviève Azam, (économiste, université Toulouse-II), Jean-Yves Barrère (économiste, fondateur du Cedetim), Denis Clerc (fondateur d'Alternatives économiques), Benjamin Dessus (économiste, président de Global Chance), Jean Labrousse (ancien directeur de la météo nationale), Gus Massiah (président du Crid), Michel Mousel (ancien délégué aux risques majeurs), Jacques Testart (biologiste).